

Le Vlaams Belang a-t-il un programme social?

Norbert Van Overloop (adapté en français par Yves Martens)

Avocat, wiensbelang@progresslaw.net

Lors des prochaines élections, le Vlaams Belang pourrait devenir le plus grand parti de Flandre. On connaît surtout le VB pour son discours anti-immigrés et nationaliste flamand. Mais peu de gens savent comment ce parti conçoit les relations sociales, les pensions, l'indemnisation du chômage... Nous avons demandé à Norbert Van Overloop, un avocat de Gand qui vient d'écrire un livre sur ce sujet¹, de nous présenter le programme antisocial de ce parti, conçu sur mesure pour les patrons.

25 % des voix au Vlaams Belang

Il y a 15 ans, le 24 novembre 1991, trois partis d'extrême droite (Front National, Agir et Vlaams Blok) décrochaient ensemble 479.917 voix. Lors des élections de juin 2004, le Vlaams Belang obtenait à lui seul 981.587 voix au Parlement flamand (24,15 % s voix). Soit une augmentation de 8,35 % (quelque 360.000 voix de plus par rapport au même scrutin en 1999). Le Front National atteignait lors des élections wallonnes 160.130 voix (8,12 %), représentant une croissance de 4,17 % par rapport à 1999. Ce sont des chiffres alarmants. Ils doivent aussi nous inciter à réfléchir : comment stopper cette progression de l'extrême droite? Pourquoi les gens votent-ils pour ces partis d'extrême droite?

Qui sont les électeurs du Vlaams Belang?

Pour beaucoup de politiciens flamands, c'est une affaire entendue : les électeurs du Vlaams Belang sont des gens aigris, mécontents. Ce sont des gens qui oublient à quel point ils sont bien lotis. En bref : des enfants gâtés qui bousillent le paysage politique. Je conteste cette vision des choses. Pour préparer mon livre, j'ai moi-même discuté avec des ouvriers et des employés, avec les gens dans les quartiers. Des gens qui ressentent ce qui se vit dans la société, qui entendent tous les jours l'insatisfaction réelle.



Les « Wallons sont des profiteurs », tel est le message de cette caricature publiée sur le site web du Vlaams Belang. Mais il n'y a pas que les Wallons. Les chômeurs sont aussi appelés les « drogués aux allocations ». Un prétexte pour faire de fortes économies dans le chômage.

Et c'est cette insatisfaction qui « persuade » les gens de voter pour le Vlaams Belang. Les gens sont furieux à juste titre. Travailler plus dur en gagnant moins, pas d'argent pour l'enseignement, pas d'argent pour rénover les quartiers, des factures d'hôpital impayables, ... Et, sur ce, le gouvernement vient encore dire qu'il faut faire des économies et accepter des restrictions. 'Merde!' disent les gens, à bas la politique!

La face cachée du Vlaams Belang

Le Vlaams Belang se présente comme étant le parti des petites gens, le syndicat des petites gens. J'ai voulu passer leur programme au banc d'essai. J'ai lu à une série

d'ouvriers d'une grande entreprise une brochure du Vlaams Belang, à savoir la brochure, parue récemment, « Vergrijzing en Arbeidsmarkt » (Vieillesse et marché du travail) de Guy D'haeseleer et Koen Bultinck, deux parlementaires du Vlaams Belang. Ces ouvriers ont été très choqués : « Ils ne connaissent en général qu'un seul point du programme du Vlaams Belang : qu'ils sont contre les étrangers et l'islam. C'est ce que les gens lisent dans les tracts du Vlaams Belang, ce qui figure dans les journaux, ce que l'on dit à la radio et à la télévision. Mais les ouvriers dans les usines ne savent certainement pas que le Vlaams Belang veut supprimer les augmentations liées à l'ancienneté, que l'on doit faire davantage d'heu-

Le Vlaams Belang et les syndicats

L'étude des textes du Vlaams Belang révèle qu'ils s'en prennent surtout aux syndicats. C'est une constante dans toute l'histoire du Vlaams Belang. Le Vlaams Belang s'autoproclame le « syndicat » des petites gens, mais son programme est contre ces petites gens. Et, dans le même temps, il veut s'en prendre aux vrais syndicats des petites gens, ceux des ouvriers et employés. Björn Roose (actif au secrétariat de l'Association des mandataires du Vlaams Belang) est l'auteur de ce propos haineux : « *Les syndicats peuvent compter sur mon soutien, dans tous les cas. Si seulement je peux leur donner une petite tape dans le dos, ils n'ont qu'à me le demander. De préférence sur le bord du quai, avec le nez contre la voie*¹ ». C'est un plaidoyer clair en faveur de la violence physique contre les syndicats. Leur souhait est de voir les syndicats disparaître des entreprises : « *L'idéal est que les syndicats disparaissent des entreprises, à commencer par les PME. Le Vlaams Belang veut une protection maximale des travailleurs. Les relations de travail dans les PME sont plus informelles et souples que dans les grandes entreprises. C'est pourquoi nous ne sommes pas partisans de structures syndicales institutionnalisées dans les petites et moyennes entreprises. De bons rapports humains représentent la meilleure garantie de bonnes relations de travail dans les commerces et les PME*² ».

1. De Morgen, 4 novembre 2005.

2. idem

res supplémentaires. Le Vlaams Belang est sur la même ligne que les partis au gouvernement² ». Le Vlaams Belang est un parti à deux visages. Il y a la face publique. Une machine de propagande bien huilée qui tape constamment sur le même clou : les immigrés qui profitent de toutes sortes de choses, les Wallons qui vivent à nos crochets, l'insécurité croissante, ... Mais il a aussi une autre figure. Des publications annexes qui ne sont pas diffusées à grande échelle, des propositions de loi qui ont bel et bien été déposées au parlement mais dont on ne dit mot dans les publications de masse du Vlaams Belang, des lettres d'information – Financieel Economische Commentaren (Commentaires Financiers et Economiques) – qui ne sont envoyées qu'aux personnes intéressées, des colloques où des cadres du Vlaams Belang rencontrent des gens du monde industriel ou économique. J'ai étudié cet aspect inconnu du Vlaams Belang et en suis arrivé à la conclusion suivante : le Vlaams Belang est un parti antisocial, qui veut démanteler la sécurité sociale, qui veut faire travailler plus longtemps et plus dur ouvriers et employés. Quelques exemples.

Supprimer la liaison des salaires à l'index

« *La concertation salariale 2006 est cruciale pour la compétitivité belge. Pour égaler les pays voisins, des mesures radicales sont nécessaires. Les négociateurs doivent oser se demander dans quelle mesure l'indexation automatique, système unique au monde, est encore d'actualité. Une diminution linéaire drastique des charges sur le travail – couplée à un dégraissage significatif du secteur public – peut fournir l'oxygène indispensable. En outre, des accords all-in peuvent garantir la modération salariale (en Belgique même), sans quoi il existe un risque que les salaires nets augmentant trop fortement réduisent à néant la diminution du coût du travail. L'indexation des salaires apparaît aussi comme porteuse de dangers. Le mécanisme garantissait, durant les années 70, l'adaptation des salaires à la flambée des prix du pétrole. Par contre, nos voisins ont réagi aux chocs pétroliers en limitant les augmentations nominales de salaires, ce qui a mené à une réelle baisse du pouvoir d'achat. Dès lors, le coût du travail en Belgique est devenu, tant au plan absolu que relatif, beaucoup plus cher avec de graves*

conséquences pour notre position concurrentielle internationale. Le dérapage budgétaire et la croissance explosive de la dette peuvent être attribués entre autres à cette évolution³ ». On peut lire ce plaidoyer pour la suppression de la liaison des salaires à l'index dans « Financieel economische commentaren », une publication bimestrielle du Vlaams Belang, destinée aux patrons et industriels. Dans une autre brochure, on peut lire : « *Pour maintenir davantage de personnes au travail, le Vlaams Belang veut diminuer le poids des années de service dans la formation des salaires, en l'abaissant au moins au niveau de la moyenne de l'Union européenne. Le poids relatif des compétences dans le calcul des salaires doit augmenter*⁴ ». En langage clair : les augmentations de revenus et salaires liées à l'ancienneté doivent baisser. Une attaque directe contre les rentrées de tous les ouvriers et employés.

Pensions

Le pacte des générations a fait couler beaucoup d'encre. Le Vlaams Belang ne se trouvait pas du côté des ouvriers et employés, bien au contraire. Il voulait aller encore plus loin que le gouvernement. Le Vlaams Belang veut abroger la retraite à un âge déterminé et la remplacer par une durée obligatoire de carrière de 40 ans. Travailler 40 ans et ensuite seulement pouvoir prendre sa pension. La prépension doit être purement et simplement supprimée. Le Vlaams Belang a aussi un terme pour désigner ceux qui veulent partir à la retraite prématurément : qui sont épuisés, usés par le travail, ce mot c'est parasites. Le Vlaams Belang ne le dira pas directement, il laisse cette tâche à une personnalité « satellite ». En l'occurrence Paul Belien, conjoint de la parlementaire Vlaams Belang Alexandra Coolen. Annemans le présente comme l'architecte du programme socioéconomique du Vlaams Belang. Voici le discours de Belien : « *Un pensionné parasite (sic) en fait la génération qui vient après elle... Celui qui veut partir aujourd'hui à la pension à l'âge de 55 ans en avait 18 en 1968. Les grévistes de vendredi (28/10/2005,*

NDLR) sont en effet de la génération des grands idéaux « gauchistes » de '68. (...) Aucune génération avant celle-là n'a eu autant de facilités ni autant de bonnes choses, mais aucune non plus n'a poussé aussi loin la perversion morale en s'employant à infliger consciemment un fardeau à la génération suivante. (...) Les hédonistes de la « génération 68 » ont dilapidé l'argent que leurs parents leur avaient légué en plongeant leurs propres enfants (...) dans l'endettement. Tout devait être libre et gratuit, du sexe au transport public, et étant donné que personne n'a jamais dû en payer la facture, ce sont les enfants qui, au propre comme au figuré, payent les pots cassés. (...) Aujourd'hui que, pour la première fois, on demande à la génération 68 de consentir un sacrifice, cette génération 'sociale' le refuse! Ils parasitent les jeunes en ne voulant pas reculer de trois ans leur départ à la retraite parce qu'ils sont exténués.

Profit ou emploi

« Dans cette optique, nous devons oser regarder la réalité en face et fixer des priorités. Lorsqu'un produit est développé en Flandre et nécessite un travail manuel simple pour le fabriquer, il est logique que cela soit réalisé dans un pays à bas salaires. L'emploi perdu de la sorte est un travail simple pour peu qualifiés. Cette perte d'emploi peut être compensée en centralisant en Flandre le transport, le transit, la distribution et la vente du produit. En soi, cette évolution n'est pas importante pour l'économie flamande. Ce qui compte, c'est que le produit soit développé en Flandre et que les bénéfices qu'il génère reviennent à la Flandre₆ ». Cela figure en toutes lettres dans le programme électoral du Vlaams Belang. A qui vont ces bénéfices? Certainement pas aux ouvriers qui ont perdu leur job. Mais bien directement dans la poche des patrons. Et ceux-ci réalisent ce profit en surexploitant les ouvriers des pays à bas salaires.

Quelles solutions?

La progression électorale du Vlaams Belang repose sur l'insatisfaction

des gens. Ils disent « Merde » et ils ont des raisons de le dire. En Wallonie, ils ont encore une raison supplémentaire : le climat de scandale qui entoure actuellement le PS. Voter pour l'extrême droite n'est pas une solution. Au pouvoir, les partis d'extrême droite mèneraient une politique de casse sociale, nous feraient travailler plus et plus longtemps. Ce n'est pas pour rien que les patrons veulent voir le Vlaams Belang au pouvoir. L'hebdomadaire Trends a publié le 1^{er} juillet 2004 son enquête trimestrielle accountants & CEO's (CEO=Chief Executive Officer, terme actuel pour directeur général). C'était 15 jours après que le Vlaams Belang eut décroché quelque 25 pour cent des voix lors des élections pour le Parlement flamand. Il ressortait de l'enquête que 52,5 pour cent des CEO flamands souhaitaient que le Vlaams Belang fasse partie du gouvernement. L'article cite aussi deux cris du coeur des patrons : « Beaucoup de choses dépendront d'une attitude favorable du nouveau gouvernement envers les PME. Et

pour l'amour de Dieu, qu'on diminue les coûts du travail ». Ces patrons auront sans conteste été séduits par le programme électoral du Vlaams Belang. Dans mon ouvrage, j'ai cependant proposé une autre option (pages 154 et suivantes) : « Nombre de mouvements de protestation prouvent que la contestation contre les reculs sociaux ne doit pas s'exprimer via un vote pour l'extrême droite et qu'il existe dans les pays européens un espace important pour mener une autre politique... En France, au printemps 2006, le gouvernement de Dominique de Villepin a été forcé de retirer son 'Contrat de Première Embauche' (CPE). Cela s'est fait après plusieurs semaines de manifestations, de grèves et d'actions de lycéens, d'étudiants et de syndicats... Ne pas soutenir ce vaste mouvement contre la casse sociale, c'est dresser un mur de protection de la politique de recul social et des partis politiques qui la mènent, c'est s'empêcher de proposer une solution de rechange à l'utilisation démagogique de l'insatisfaction.

Combattre le chômeur, pas le chômage!

Pour le Vlaams Belang, la cible c'est le jeune chômeur, pas le chômage des jeunes. Jurgen Verstrepen du Vlaams Belang a lancé la proposition suivante : « Pour résoudre le chômage des jeunes, j'ai proposé l'introduction du système « WORK FIRST ». Les jeunes entre 18 et 25 ans (allochtones et autochtones) qui demandent pour la première fois une allocation doivent obligatoirement travailler et suivre une formation dès le premier jour. Le coeur de ce projet, c'est que les jeunes ne doivent pas avoir l'occasion de s'habituer à recevoir une allocation sans contrepartie. Le travail obligatoire consistera en jobs visibles pour la population (par ex. l'entretien des parcs publics, le nettoyage, l'embellissement de la ville...), dans l'horeca, l'administration, en usine. La participation au projet n'est pas volontaire ; les jeunes qui, sans raison valable, ne coopèrent pas suffisamment à WORK FIRST subissent une forte diminution de leur allocation jusqu'à leur suppression totale... On ne peut plus refuser un travail. C'est un changement de mentalité : « sors de ton lit et travaille pour mériter ton argent. Une allocation sociale n'est pas un droit mais une faveur » WORK FIRST est un concept des Etats-Unis qui a été massivement implanté aux Pays-Bas. Dans le Wisconsin (l'un des états américains, NDLR), chaque mois, il y a une réduction d'allocations de 20 à 30 pour cent. Le nombre de demandeurs d'allocations sociales, selon une première évaluation de ce projet, a baissé de 30 pour cent. Davantage de jeunes commencent à travailler, à suivre des formations, et, grâce au rythme obligatoire de jobs pas agréables sont poussés et motivés à postuler pour de meilleurs jobs. Pourquoi ne pas faire de même en Flandre? » En termes clairs : les jeunes ne veulent pas travailler, ils sont trop paresseux. Ils sont dépendants de leurs allocations. Mais y a-t-il suffisamment de jobs pour ces jeunes? De bons jobs, avec un bon salaire?

<http://www.jurgenverstrepen.be/> - maandag 21 november 2005.

LE PROGRAMME SOCIAL DU V.B.



LES BONNES RECETTES LIBÉRALES.



Le combat pour le travail, pour la préservation de la sécurité sociale, de l'enseignement et des soins de santé constitue la première condition d'une stratégie contre l'extrême droite. Ce sont surtout les syndicats qui prennent l'initiative en la matière. Ce n'est pas un hasard si l'extrême droite décoche ses flèches prioritairement aux syndicats. Les syndicats sont capables d'ériger un mur contre la casse sociale. Au sein des syndicats et dans le combat social, les gens se rendent compte qu'ils ont les mêmes intérêts, quelle que soit leur provenance. C'est pourquoi il est essentiel de défendre les droits syndicaux, qu'il s'agisse de la personnalité juridique des syndicats, de la protection contre le licenciement des délégués syndicaux ou de l'ingérence des tribunaux dans les conflits sociaux. Si nous faisons mouvement pour revendiquer nos droits, le Vlaams Belang aura des problèmes. S'il peut y avoir un retournement de la situation, si les syndicats parviennent à porter un mouvement social contre la politique actuelle, l'image du Belang comme défenseur des petites gens sera mise en pièces. Si, tout au moins, le téléspectateur flamand ne se voit pas présenter le Belang comme unique solution de rechange à la politique

actuelle. Il y aura alors une chance que l'homme de la rue en Flandre sache lui aussi ce que représente vraiment le noir Belang ».

(1) « Wiens Belang? Het Vlaams Belang over inkomen, werk, pensioenen ». La traduction de ce titre pourrait être « L'intérêt de qui? Le Vlaams Belang à propos des revenus, du travail, des pensions ». Le jeu de mots Vlaams Belang/Wiens Belang repose sur le mot Belang qui signifie Intérêt. Autrement dit, l'intérêt de qui pour l'intérêt de quels flamands (pas de tous, loin de là, et surtout pas les moins nantis comme le montre la suite)?

(2) page 23 du livre « Wiens Belang? Het Vlaams Belang over inkomen, werk, pensioenen »

(3) Financieel Economische Commentaren, février 2006

(4) Bultinck & D'Haeseleer, Vergrijzing en arbeidsmarkt, pp. 29-30

(5) 't Pallieterke, 26.10.2005 – 't Pallieterke est un hebdomadaire d'extrême droite qui se dit satirique

(6) Programme électoral 2004, p. 165

Wiens Belang?



Het Vlaams Belang over inkomen, werk, pensioenen
Norbert Van Overloop / uitgeverij EPO, 2006/ isbn 90-6445-403-5/Paperback/168 blz./€12,50

Le livre est disponible en librairie (en néerlandais). Vous pouvez aussi le commander aux éditions EPO, via l'e-mail : uitgerij@epo.be, par téléphone au 03/239.68.74 ou via le site web www.epo.be (vous trouverez sur ce site plus d'informations sur l'ouvrage).

L'auteur, Norbert Van Overloop, est disponible pour des conférences et débats. Contactez-le via wiansbelang@progresslaw.net ou au 09/255.59.13 (durant les heures de bureau) ou encore au 0476/59.88.76. Vous pouvez vous tenir au courant des activités et développements relatifs au livre via <http://wiansbelang.blogspot.com>

wiansbelang.blogspot.com

Le Front National est actif en Wallonie. Si vous disposez d'informations sur ce parti, des livres, des tracts, des brochures, ... merci de les envoyer à l'auteur, Norbert Van Overloop, Halvemaanstraat 7, 9040 Gent (Sint Amandsberg) ou par e-mail à wiansbelang@progresslaw.net